



# **Conseil de sécurité**

PROVISOIRE

S/PV.2977 (Part II) (privée-reprise 3)  
23 février 1991

FRANCAIS

## **PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 2977e SEANCE (DEUXIEME PARTIE) (privée-reprise 3)**

Tenue au Siège, à New York  
le samedi 23 février 1991, à 10 h 30

**Président :** M. MUMBENGEGWI

(Zimbabwe)

**Membres :** Autriche  
Belgique  
Chine  
Côte d'Ivoire  
Cuba  
Equateur  
Etats-Unis d'Amérique  
France  
Inde  
Roumanie  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord  
Union des Républiques socialistes  
soviétiques  
Yémen  
Zaïre

M. HOHENFELLNER  
M. NOTERDAEME  
M. LI Daoyu  
M. ANET  
M. ALARCON de QUESADA  
M. AYALA LASSO  
M. PICKERING  
M. BLANC  
M. GHAREKHAN  
M. MUNTEANU  
  
Sir David HAMWAY  
  
M. VORONTSOV  
M. AL-ASHTAL  
M. BAGBENI ADEITO NZENGEYA

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

La séance est reprise le samedi 23 février 1991, à 11 h 25.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je voudrais attirer l'attention des membres du Conseil sur les documents suivants: S/22234, lettre datée du 15 février 1991, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22236, lettre datée du 14 février 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Mauritanie auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22237, lettre datée du 14 février 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par les Représentants permanents de l'Algérie, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22238, lettre datée du 15 février 1991, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22239, lettre datée du 17 février 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22240, lettre datée du 17 février 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Mauritanie auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22241, lettre datée du 19 février 1991, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22242 et S/22244, lettres datées du 19 février 1991, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Egypte auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22245, lettre datée du 20 février 1991, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22247, lettre datée du 20 février 1991, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22248, lettre datée du 20 février 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22251, lettre datée du 20 février 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22252, lettre datée du 20 février 1991, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22254, lettre datée du 22 février 1991, adressée au Président du Conseil de

Le Président

sécurité par le Représentant permanent de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22256, lettre datée du 21 février 1991, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Egypte auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22257, lettre datée du 22 février 1991, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies.

**M. VORONTSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)**

(interprétation du russe) : Nous avons demandé la reprise de la présente séance du Conseil de sécurité sur instruction des autorités de l'Union soviétique afin d'informer le Conseil de nos activités de ces derniers jours à Moscou avec le représentant spécial du Président iraquien, M. Tariq Aziz, qui s'est rendu en Union soviétique en réponse au plan que nous avons proposé le 18 février. Au cours d'entretiens difficiles et prolongés, nous sommes parvenus à rendre plus précise la disposition annoncée par les autorités irakiennes de retirer leurs forces du Koweït sur la base des décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Concrètement, il s'agit maintenant de ceci : l'Iraq donne son assentiment à l'application de la résolution 660 (1990) du Conseil de sécurité, c'est-à-dire le retrait immédiat et inconditionnel de toutes ses forces du Koweït aux positions qu'elles occupaient le 1er août 1990. Le retrait des forces commencerait le lendemain de la cessation de toutes les hostilités terrestres, dans les airs et en mer. Le retrait des forces s'échelonnerait en 21 jours, et le retrait des forces de Koweït City aurait lieu au cours des quatre premiers jours. Dès la fin du retrait des troupes du Koweït, les raisons pour lesquelles les résolutions ultérieures du Conseil ont été adoptées n'auraient plus de raison d'être et deviendraient, de ce fait, caduques. Tous les prisonniers de guerre militaires seraient libérés et rapatriés durant les trois jours suivant le cessez-le-feu et la fin des hostilités. La confirmation, la surveillance et le contrôle du cessez-le-feu et du retrait des forces seraient assurés par des observateurs et/ou des forces de maintien de la paix, selon ce que décidera le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Nous estimons que dans ces conditions, un résultat optimal, à ce stade, est devenu possible. Nous sommes ainsi fondés à espérer non seulement qu'une solution pacifique du conflit pourra être trouvée, mais que les perspectives de parvenir à un tel résultat sont réelles.

Les propositions élaborées à Moscou peuvent, bien entendu, être encore améliorées mais, je le répète, elles représentent le meilleur résultat que nous pouvions obtenir jusqu'à présent.

Les autorités irakiennes ont accepté ces propositions. Nous avons reçu à ce sujet une déclaration officielle du Président Saddam Hussein.

En outre, M. Tariq Aziz, dans la déclaration qu'il a faite à Moscou le 23 février, a en fait répondu dans un sens positif à la déclaration des Etats-Unis.

M. Vorontsov (URSS)

Nous n'estimons pas être les seuls responsables du résultat méritoire obtenu aujourd'hui. La possibilité de mettre fin à la guerre aujourd'hui et, par conséquent, de sauver peut-être des milliers et des milliers de vies humaines, résulte avant tout de l'unanimité frappante dont ont fait preuve, tout au long du conflit, la communauté internationale et le Conseil de sécurité. Pour la première fois dans l'histoire des relations internationales depuis la fin de la seconde guerre mondiale, des efforts conjugués ont permis d'arrêter une agression et de donner par avance une leçon à tout futur agresseur.

Etant donné la situation actuelle, il nous paraît important de poursuivre les efforts en vue de parvenir au plus tôt à un règlement pacifique de la crise. A cette fin, toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité doivent être appliquées et toutes les propositions existantes devraient faire partie de ce règlement.

M. PICKERING (Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais, moi aussi, donner au Conseil un rapport intérimaire sur la position adoptée par les membres de la coalition, y compris, bien entendu, les Etats-Unis, sur la question du règlement du problème dont le Conseil est saisi. A cet égard, je tiens à exprimer nos remerciements et notre reconnaissance à l'Union soviétique pour les efforts qu'elle a déployés et pour le rapport intérimaire que nous a fourni le représentant soviétique.

Comme les membres du Conseil le savent sans doute, les Etats-Unis ont, au nom des membres de la coalition, présenté hier un document qui donne les grandes lignes de la façon dont, à notre avis, cette question doit être réglée à brève échéance. Si vous le permettez, je voudrais maintenant citer de longs extraits de ce document avant de commenter, dans quelques minutes, la déclaration faite par notre collègue soviétique.

Nous avons dit hier que l'annonce soviétique représente un effort sérieux et utile dont nous nous félicitons. Mais à notre sens, des obstacles majeurs subsistent. La coalition a recherché, des mois durant, un règlement pacifique de la crise conformément aux résolutions des Nations Unies. Comme l'a dit le Président Bush au Président Gorbachev, les mesures qu'envisagent les Iraquiens constitueraient un retrait conditionnel et empêcheraient en outre la pleine application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies.

M. Pickering (Etats-Unis)

Aussi, rien n'indique que l'Iraq est toujours prêt à se retirer immédiatement, conformément aux termes de la résolution 660 (1990) du Conseil de sécurité. Un respect total des résolutions du Conseil de sécurité a été une exigence constante et nécessaire de la communauté internationale, comme nous le savons tous au Conseil. Le monde doit s'assurer que l'Iraq a réellement renoncé à sa revendication sur le Koweït et accepté toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

En fait, c'est seulement ici, au Conseil de sécurité, que nous pourrions accepter de lever les sanctions contre l'Iraq, et le monde doit être assuré en termes concrets des intentions pacifiques de l'Iraq avant qu'une telle mesure ne puisse être prise. Dans le cas où les sanctions seraient levées, Saddam Hussein pourrait simplement recommencer à utiliser ses ressources pétrolières non pas pour assurer le bien-être de son peuple, mais plutôt pour réarmer son pays dans l'intention, peut-être de répéter son agression dans l'avenir.

Ainsi, dans un dernier effort pour obtenir que l'Iraq se conforme à la volonté de la communauté internationale, les Etats-Unis, après consultations avec le Gouvernement du Koweït et ses autres partenaires de la coalition, déclarent qu'une offensive au sol ne sera pas entreprise contre les forces irakiennes si, avant midi, samedi, 23 février, heure de New York, l'Iraq accepte publiquement les conditions suivantes et que ses dirigeants en communiquent l'acceptation aux Nations Unies.

D'abord, l'Iraq doit entreprendre un retrait massif du Koweït samedi, 23 février, à midi, heure de New York. L'Iraq doit compléter son retrait militaire du Koweït en une semaine. Etant donné que l'Iraq a envahi et occupé le Koweït en quelques heures seulement, tout délai supplémentaire à partir du début du retrait ne satisferait pas aux exigences d'immédiateté de la résolution 660 (1990). Dans les premières 48 heures, l'Iraq doit retirer toutes ses forces de Koweït City et permettre le retour rapide du Gouvernement légitime du Koweït. Il doit se retirer de toutes ses positions de défense le long des frontières Arabie Saoudite-Koweït et Arabie Saoudite-Iraq, des îles Bubiyan et Warba et des champs pétrolifères de Rumaila au Koweït dans l'intervalle d'une semaine, tel que déjà stipulé.

L'Iraq doit ramener toutes ses forces aux positions qu'elles occupaient le 1er août, conformément à la résolution 660 (1990).

M. Pickering (Etats-Unis)

En collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge, l'Iraq doit libérer tous les prisonniers de guerre et les civils de pays tiers qui sont détenus contre leur volonté, et retourner les corps des soldats décédés ou tués. Cette action doit être entreprise dès le début du retrait et doit être achevée dans les 48 heures.

L'Iraq doit enlever tous les explosifs et objets piégés, y compris ceux qui ont été posés dans les installations pétrolières du Koweït, et nommer des officiers de liaison irakiens qui élaboreront avec les Koweïtiens et d'autres membres de la coalition les détails opérationnels reliés au retrait irakien, qui devront comprendre l'accès à toutes les données sur la nature et l'emplacement de toutes les mines terrestres et marines.

L'Iraq doit cesser tout vol d'avion de combat au-dessus de l'Iraq et du Koweït, sauf les vols d'avions de transport ramenant ses troupes du Koweït, et laisser aux forces aériennes de la coalition l'utilisation et le contrôle exclusifs de tout l'espace aérien du Koweït. Il doit cesser toutes ses actions destructrices contre les citoyens et les biens koweïtiens et libérer tous les détenus koweïtiens.

Les Etats-Unis et leurs partenaires de la coalition réaffirment que leurs forces n'attaqueront pas les forces irakiennes pendant le retrait et, en outre, feront preuve de retenue tant que le retrait se fera conformément aux directives déjà mentionnées et qu'il n'y aura pas d'attaques contre d'autres pays. Toute violation de ces conditions entraînerait une réaction vive et immédiate des forces de la coalition, conformément à la résolution 678 (1990) du Conseil de sécurité.

De plus, je veux informer les membres du Conseil que notre proposition reste inchangée. Elle peut, telle quelle, être acceptée à tout moment. Nous espérons qu'elle sera acceptée le plus rapidement possible. Cette position de la coalition demeure donc inchangée.

J'ai écouté avec intérêt la déclaration de notre collègue de l'Union soviétique. Je dois dire que nous nous réjouissons des progrès accomplis, même si nous estimons que la proposition telle qu'avancée ne satisfait pas à deux éléments importants des dispositions contenues dans la résolution 660 (1990) elle-même. L'un de ces éléments est l'immédiateté, la question du délai. Je crois que cette question du délai ressort très clairement d'un examen attentif de la proposition que je viens de lire, qui, à notre avis, satisfait aux exigences du délai énoncées dans la résolution initiale.

M. Pickering (Etats-Unis)

Le deuxième élément que je considère important est la question mentionnée dans la quatrième partie de la proposition soviétique qui nous a été présentée aujourd'hui dans le rapport intérimaire. C'est la question des conditions. Il nous est difficile de comprendre comment une proposition inconditionnelle - une proposition sans conditions - peut être assortie de tant de conditions, particulièrement en ce qui a trait à l'idée d'affirmer que les résolutions du Conseil de sécurité deviennent caduques, sont nulles et non avenues ou sans effet. Il est clair qu'une telle mesure nous est inacceptable pour plusieurs raisons.

D'abord et surtout, il n'y a eu jusqu'ici aucun respect de la résolution 660 (1990) du Conseil de sécurité. Ainsi, sans respect de cette résolution - et, par exemple, de la résolution 662 (1990) qui exige que l'Iraq annule sa prétendue annexion du Koweït, que le Conseil a déclaré nulle et non avenue - il serait tout à fait inapproprié et imprudent, à notre avis, d'en venir à déclarer qu'une telle décision du Conseil devient caduque et à consacrer ainsi l'action unilatérale iraquienne en vue de réaliser cette annexion.

Non seulement n'y a-t-il eu aucune réponse aux résolutions du Conseil de sécurité qui mentionne la responsabilité de l'Iraq pour ses actes illégaux, y compris la violation de la Convention de Genève de 1949, mais il y a eu des actes de destruction injustifiés dans les dernières 24 heures, comme l'ont tous vu ceux qui continuent à regarder la télévision, et je sais que les membres le font. Les énormes incendies qui consomment actuellement les champs et installations pétrolifères du Koweït constituent, à notre avis, de tels actes.

En outre, en ce qui a trait à la résolution 660 (1990), il n'est pas clair dans l'esprit de mon gouvernement que la proposition que nous venons d'entendre implique effectivement le paragraphe 3 de cette résolution. Les membres se rappelleront que le paragraphe 3, qui appelle l'Iraq et le Koweït à entamer des négociations pour régler leurs différends avec l'aide d'autres parties, y compris des membres de la Ligue des Etats arabes, a été inclus dans la résolution par les membres du Conseil avec un sens très clair de l'importance de cette mesure.

Bref, il y a encore des mesures prévues par ces résolutions qui n'ont pas été prises. Il y a encore des obligations juridiques qui découlent directement de l'application du droit international auxquelles il n'a pas été satisfait. La question de savoir si, après que l'Iraq se sera conformé à toutes les résolutions, il serait approprié d'engager le Conseil dans ce qui serait pour nous la démarche



M. Pickering (Etats-Unis)

complètement inédite de déclarer qu'une résolution devient caduque, nulle et non avenue ou sans effet, pourra être examinée en temps opportun. Il ne s'agit toutefois pas d'une démarche qui, aux yeux de mon gouvernement, peut être entreprise à la légère. Hormis qu'elle sous-entend la réécriture de l'histoire, il faut tenir compte des répercussions d'une telle démarche sur l'ensemble des effets juridiques qui découlent et qui continueront de découler des décisions du Conseil sur la situation créée par l'invasion iraquienne du Koweït.

Les jours de l'invasion sont peut-être comptés. Nous croyons fermement qu'il en est ainsi. Mais ses conséquences ne pourront disparaître si rapidement. Il existe en outre la nécessité importante et évidente de rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région, conformément aux dispositions de la résolution 678 (1990) et aux conditions énoncées clairement dans les paragraphes appropriés de la résolution 674 (1990). Nous ne devons pas biffer d'un trait de plume ce que le Conseil a érigé depuis le 2 août dernier avant d'avoir convenu d'un accord sur la façon de rétablir la paix et la sécurité dans la région.

M. Pickering (Etats-Unis)

Je me réjouis vivement des propos tenus ici aujourd'hui par notre collègue de l'Union soviétique, qui a dit que le Ministre des affaires étrangères de l'Iraq ou bien a répondu de façon positive aux points que j'ai soulignés ici aujourd'hui ou bien avait l'intention de le faire. Je me réjouirais de toutes les précisions qui pourraient m'être données à ce sujet.

Je crois savoir aussi que le Président de l'Iraq a l'intention de prendre la parole à la télévision incessamment. Nous attendons évidemment avec impatience et espoir de connaître sa réaction aux propositions que nous avons formulées.

Nous continuons également d'espérer que l'Iraq reviendra rapidement à la raison et acceptera les propositions qui lui ont été faites et destinées à mettre fin à son agression.

M. LI Daoyu (Chine) (interprétation du chinois) : Comme cela a été annoncé par l'Union soviétique, l'Iraq a réagi de façon positive à l'initiative de paix de l'Union soviétique en se déclarant disposé à se retirer du Koweït sans condition. Il s'agit là d'un changement capital dans la bonne direction et d'un bon début. Nous nous félicitons de cette nouvelle.

La guerre qui dure depuis plus d'un mois a infligé d'énormes pertes humaines et matérielles à la population innocente de la région du Golfe. Si une nouvelle escalade du conflit se produit, la région du Golfe et les populations de la région et des autres pays concernés auront à subir des souffrances plus grandes encore. Nous demandons instamment aux parties au conflit de faire preuve de bonne volonté en vue de parvenir à une solution pacifique, de ne pas laisser échapper cette possibilité de mettre fin à la guerre et de ramener la paix au plus vite, et de redoubler d'efforts dans la recherche d'une solution qui pourrait conduire immédiatement à un règlement pacifique de la crise.

En un moment aussi capital, le Conseil de sécurité devrait s'acquitter de ses responsabilités en examinant et en adoptant un plan approprié de règlement pacifique de la crise du Golfe, jouant ainsi son rôle dans le rétablissement et la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans la région.

M. GHAREKHAN (Inde) (interprétation de l'anglais) : Comme le Secrétaire général l'a dit il y a quelques jours, les événements actuels mettent notre organisation à l'épreuve. Cette mise à l'épreuve est probablement la plus difficile et la plus grave que l'Organisation ait jamais subie. Comme mon collègue

M. Gharekhan (Inde)

de la Chine, l'Ambassadeur Li Daoyu, vient de le dire, le moment est venu pour le Conseil de sécurité de s'acquitter de ses responsabilités et de travailler à la paix.

Je voudrais avant toute chose remercier les représentants de l'Union soviétique et des Etats-Unis des rapports qu'ils ont présentés au Conseil ce matin. Il va sans dire que ma délégation aurait été plus satisfaite encore si ces rapports avaient été présentés au Conseil de sécurité avant aujourd'hui. Nous aurions eu ainsi davantage de temps. Ma délégation ne pense cependant pas qu'on puisse réellement dire que le temps nous est maintenant compté. Nous pouvons encore attendre - pas indéfiniment bien sûr, mais nous avons encore suffisamment de temps pour essayer de voir ce que l'on peut faire.

Qu'il me soit permis d'exprimer la profonde et sincère reconnaissance de mon gouvernement aux immenses efforts déployés personnellement par le Président Gorbatchev pour tenter de trouver une solution pacifique à la crise du Golfe.

A la séance d'ouverture du Parlement indien, hier, les deux Chambres ont adopté à l'unanimité une résolution demandant au Conseil de sécurité de continuer à faire tout son possible pour trouver une solution pacifique et remerciant le Président Gorbatchev de ses efforts. La réunion du Parlement indien a eu lieu peu de temps après que la première série de propositions ont été annoncées à Moscou.

Ma délégation a relevé dans la déclaration de l'Ambassadeur Vorontsov trois ou quatre points en particulier. Premièrement, après avoir présenté les six points de la proposition, il a dit que celles-ci pouvaient être améliorées, qu'elles ne constituaient pas le dernier mot. Je crois que l'Ambassadeur Pickering, faisant allusion à ces propositions, a parlé de rapport intérimaire. Deuxièmement, l'Ambassadeur Vorontsov a dit qu'il importe que le Conseil de sécurité poursuive ses efforts. Troisièmement, il a dit qu'il est nécessaire - et je crois que c'est faisable - de préparer une solution intégrée sur la base des propositions existantes. Quatrièmement, il a dit que l'Iraq a accepté les propositions soviétiques - et M. Tariq Aziz semble avoir fait aujourd'hui à Moscou une déclaration qui constitue une réponse positive à la déclaration faite hier par les Etats-Unis.

Je tiens également à remercier l'Ambassadeur Pickering d'avoir officiellement saisi le Conseil de sécurité des propositions des Etats-Unis.

M. Gharekhan (Inde)

Il est certain que les deux séries de propositions présentent des divergences mais qu'elles offrent également des similitudes. L'Ambassadeur Pickering a parlé de deux points à propos desquels son pays et les membres de la coalition éprouvent une difficulté particulière : le caractère d'urgence, et le quatrième point du plan de paix soviétique. Il serait naïf bien sûr de sous-estimer ces divergences. Ces divergences existent; elles sont réelles. Mais il existe également des similitudes et des points d'entente. Il se peut que certaines divergences ne soient pas très difficiles à surmonter et que d'autres le soient un peu plus.

M. Gharekhan (Inde)

Dans ces conditions, il semble à ma délégation que ce que le représentant de la Chine vient de dire à l'instant est important et tout à fait pertinent. Il a dit que le Conseil de sécurité devrait s'acquitter de ses responsabilités en adoptant son propre plan d'action; si j'ai bien compris, c'est ce qu'a suggéré mon collègue le représentant de la Chine.

Aujourd'hui, alors que la situation est si grave, que des milliers de vies humaines sont en jeu, nous estimons que le Conseil de sécurité doit continuer de siéger constamment s'il le faut pour essayer de dégager un plan d'action, ainsi que l'a proposé le représentant de la Chine.

Nous voudrions non seulement recommander à l'Union soviétique et aux Etats-Unis d'essayer d'aplanir les différences qui séparent leurs plans d'action respectifs, mais nous voudrions également que le Conseil dans son ensemble, et plus particulièrement tous les membres non permanents, s'acquittent de leurs responsabilités, du mandat qui leur a été confié - c'est-à-dire, à nous, y compris mon pays - par l'Assemblée générale dans sa totalité.

S'il n'est pas possible ou s'il devient trop difficile pour les principaux auteurs des deux plans de régler leurs différences, il appartiendra peut-être aux 10 membres non permanents du Conseil de se réunir maintenant pour voir ce qu'ils peuvent faire. Ma délégation voudrait donc proposer à ses collègues, en particulier les membres non permanents, que nous nous réunissions pour trouver un moyen de sortir de ce qui semble être une impasse. Peut-être on fait n'y a-t-il pas d'impasse, mais s'il y a impasse, il ne faut pas qu'elle subsiste. La situation est beaucoup trop grave pour que nous laissions simplement tout le travail aux autres.

Je crois que le représentant de l'Union soviétique a dit également que son gouvernement souhaiterait que le Conseil de sécurité examine les différentes propositions et aboutisse à un plan d'action intégré.

Sir David HANMAY (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, je remercie le représentant de l'Union soviétique du rapport intérimaire qu'il vient de nous présenter sur les contacts que son gouvernement a eus avec le Gouvernement iraquien. J'aimerais également remercier, au nom de mon gouvernement, le Gouvernement de l'Union soviétique et le Président Gorbatchev personnellement des énormes efforts qu'ils ont déployés ces derniers jours et reconnaître les changements considérables qu'ils ont réussi à susciter dans la position du

Sir David Hannay (Royaume-Uni)

Gouvernement de l'Iraq depuis la semaine dernière, position, comme nous le savons tous, qui était bien éloignée de celle qu'il vient d'adopter.

Mon gouvernement appuie l'offre qui a été faite hier par le Président Bush, au nom d'un certain nombre d'alliés du Koweït. Je tiens seulement à préciser au représentant de l'Inde qu'il ne s'agit pas simplement là d'une offre des Etats-Unis. En tout état de cause, cette offre nous paraît honnête et raisonnable, et nous l'appuyons.

Je ne voudrais pas parler en détail des six points évoqués par le représentant de l'Union soviétique, points que son gouvernement a élaborés avec le Ministre iraquien des affaires étrangères et que celui-ci semble accepter - je dois dire "semble" -, car nous n'avons pas encore reçu ce que j'appellerais de la part du Gouvernement iraquien au plus haut niveau un aval de source autorisée de ces propositions.

Mais je voudrais simplement préciser que bien qu'il ait été dit que l'Iraq accepte maintenant la résolution 660 (1990) du Conseil de sécurité, et surtout l'exigence qu'il se retire immédiatement et sans condition du Koweït, le contenu de certains des autres points contredit en fait cette proposition; il y a encore dans ces points, je le crains, une contradiction inhérente.

Je ne ferai pas de commentaires sur le calendrier qui, de l'avis de mon gouvernement, devrait être celui proposé par les alliés du Koweït dans leur déclaration d'hier, et je parlerai uniquement du quatrième point, car j'estime que le Conseil de sécurité dans son ensemble doit l'examiner très attentivement. Ce quatrième point, qui concerne l'état des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité lui-même après un retrait iraquien, nous semble comporter des lacunes fondamentales. Je pense en effet qu'il n'est pas correct de déclarer que les résolutions du Conseil de sécurité n'auront plus aucun effet une fois que l'Iraq se sera retiré, car seul le Conseil de sécurité peut prendre cette décision.

Mais, plus encore, il n'est pas vrai que les raisons qui ont amené le Conseil à adopter certaines de ces dispositions auront cessé d'exister. Il n'est pas vrai que les dispositions relatives aux dommages ou aux atteintes aux droits de l'homme commises par l'Iraq auront cessé d'exister dès que les forces iraqiennes se seront retirées du Koweït. Mais que cela soit ou ne soit pas factuellement exact en tant que présentation de politique, je crains que ce point ne soit tout à fait inacceptable. Il suffit de considérer certaines des dispositions contenues dans

Sir David Hannay (Royaume-Uni)

les résolutions du Conseil de sécurité qui, si nous acceptons ce point, perdraient leur validité advenant un retrait iraquien pour comprendre pourquoi il en est ainsi et pourquoi le point de vue de mon gouvernement est ce qu'il est.

La résolution 661 (1990), par exemple, est une base très solide pour le rétablissement de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Koweït. La reconnaissance par l'Iraq de cela est vraiment partie intégrante de tout retrait. C'est également la base sur laquelle le Koweït peut espérer recouvrer certains des biens qui ont été pillés dans ce pays, notamment toute la flotte aérienne de Koweït Airways.

La résolution 662 (1990) est la base nécessaire pour déclarer l'annexion du Koweït nulle et non avenue. Nous savons tous qu'il existe une loi iraquienne qui déclare que le Koweït est la dix-neuvième province de l'Iraq, dont une part, bien entendu est la province de Basrah. L'élimination des dispositions "nulles et non avenues" de la résolution 662 (1990) permettrait à la loi iraquienne de rester en vigueur et l'Iraq pourrait pendant des décennies continuer à arguer de cette question. Cela n'est pas acceptable dans les circonstances dans lesquelles l'Iraq a envahi son voisin et s'est livré à cet acte d'agression.

La résolution 664 (1990) contient des dispositions relatives à la détention de nationaux contre leur gré. Comme nous le savons tous, plusieurs milliers de citoyens koweïtiens sont détenus contre leur gré, et leur avenir doit être garanti. Ils ne doivent pas simplement être laissés à la merci du Gouvernement de l'Iraq, qui les a jusqu'ici impitoyablement maltraités.

Sir David Hannay (Royaume-Uni)

La résolution 674 (1990) prévoit des réparations pour les dommages causés par l'Iraq - et chaque jour il y en a un peu plus - ainsi que des mesures en cas de violation de la Convention de Genève. Comme je l'ai déjà dit, un retrait iraquien ne signifie pas que nous devons passer l'éponge sur toutes ces questions.

Enfin, aux termes de la résolution 678 (1990) elle-même, le Conseil de sécurité s'engage envers la paix et la sécurité dans la région. Cela doit sans aucun doute être maintenu comme ligne directrice de toute notre action future. L'abandonner reviendrait pour le moins à risquer un retour à la situation extrêmement instable et peu sûre qui régnait le 1er août, ce qui ne serait dans l'intérêt d'aucun des pays de cette région.

Telles sont les observations que je souhaitais faire, non pour critiquer l'Union soviétique ou manifester de l'hostilité à son égard car, je l'ai déjà dit, elle a fait des efforts herculéens ces 10 derniers jours, mais pour bien montrer que nous sommes encore loin d'avoir obtenu du Gouvernement iraquien qu'il accepte ce qu'il devra accepter si nous voulons arriver à une solution pacifique.

Je continue d'espérer que le représentant du Gouvernement iraquien assis à cette table pourra nous dire que son gouvernement a accepté l'offre faite hier par les alliés. C'est la seule façon simple et directe d'apporter une solution pacifique au différend le plus rapidement possible.

M. HOHENFELLNER (Autriche) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord remercier les représentants de l'Union soviétique et des Etats-Unis d'Amérique des rapports intérimaires qu'ils ont présentés au Conseil. Les déclarations faites à Moscou par le porte-parole du Président Gorbatchev le 21 et plus particulièrement le 22 février, quant au résultat des entretiens entre les dirigeants soviétiques et le Ministre des affaires étrangères de l'Iraq, confirmés et détaillés aujourd'hui par le représentant de l'Union soviétique, sont une indication positive. Elles nous permettent d'espérer que la pleine application des résolutions précédentes du Conseil de sécurité est devenue chose possible et qu'il ne sera peut-être pas nécessaire de poursuivre les opérations militaires.

Encore qu'il subsiste des incertitudes et des points d'interrogation quant aux modalités de mise en oeuvre conformément à ces résolutions, ces déclarations, et notamment celle du 22 février, vont très loin. Elles constituent la base d'un nouvel examen sérieux des questions restantes.



M. Hohenfellner (Autriche)

Les membres du Conseil de sécurité devraient à cet égard jouer un rôle de premier plan, en gardant à l'esprit que l'objectif même de nos efforts est une solution politique reposant sur la pleine application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, pour ce qui est notamment de la libération du Koweït et du rétablissement de son gouvernement légitime.

J'ai déclaré le 14 février au Conseil de sécurité :

"... même à cette heure tardive, malgré les mesures militaires qui ont déjà été prises, des efforts politiques et diplomatiques ont encore leur rôle à jouer et devraient en fait s'intensifier. La perte de vies humaines et les destructions matérielles qui se sont déjà produites, et les pertes encore plus grandes dans l'avenir au cas où les hostilités se poursuivraient, et particulièrement si elles connaissaient une escalade, font que la recherche des moyens de mettre rapidement un terme aux hostilités est devenue un impératif moral." (Supra, p. 91)

Aujourd'hui plus que jamais nous avons une occasion historique de faire de tels efforts sur la base des résultats de Moscou. Je demande à tous de saisir cette occasion.

M. ALARCON DE QUESADA (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation aimerait avant toute chose rendre hommage au Président Gorbatchev qui, au cours des derniers jours, voire des dernières semaines, a consacré son temps et son énergie à la recherche d'une solution pacifique au conflit, ne ménageant aucun effort à cette fin.

De même, nous saluons les résultats positifs qu'ont produits ces efforts, comme en témoignent à l'évidence les renseignements que l'Ambassadeur Vorontsov a bien voulu nous communiquer il y a quelques instants.

Ma délégation s'associe aux idées exprimées par certains des orateurs qui l'ont précédée, les représentants de la Chine et de l'Inde notamment.

Grâce aux efforts de l'Union soviétique, il semble que l'on soit arrivé à des accords, lesquels - comme nous en a informés l'Ambassadeur Vorontsov - ont été acceptés officiellement au plus haut niveau par le Gouvernement iraquien. Maintenant, le Conseil de sécurité a le devoir de se mettre immédiatement au travail pour décider des mesures concrètes qu'il pourrait ou devrait prendre afin de permettre à cette proposition, à ce plan de règlement pacifique du conflit, de se concrétiser aussi rapidement que possible et dans les meilleures conditions.

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

Selon nous, il ne fait aucun doute que seul le Conseil de sécurité a la responsabilité de décider des conditions d'un règlement pacifique garantissant la paix et la sécurité internationales.

Je ne souhaite pas aujourd'hui me livrer à des considérations précises ou m'étendre sur des points de détail à propos de questions soulevées par certains de mes collègues. Je me bornerai à rappeler que pendant plus de six mois un consensus international très net s'est manifesté au Conseil quant à la nécessité de garantir la pleine application de la résolution 660 (1990) qui, de toute évidence, sert de base, de fondement à toutes les décisions ultérieures du Conseil de sécurité. La relation existant entre la mise en oeuvre de cette résolution et les résolutions adoptées par la suite par le Conseil pourrait bien sûr faire l'objet d'une analyse, à laquelle nous pourrions nous livrer ici, mais je ne suis pas convaincu que le moment soit bien choisi pour ce faire quand le Conseil est confronté à des tâches urgentes qui appellent tous nos soins.

Je me contenterai d'attirer l'attention de mes collègues sur la première résolution adoptée après la résolution 660 (1990). Il s'agit bien entendu de la résolution 661 (1990) par laquelle le Conseil a décidé d'imposer des sanctions économiques totales à l'encontre de l'Iraq.

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

En cette occasion, le Conseil de sécurité a décidé sans équivoque ce qui suit : au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 661 (1990), le Conseil constate que, jusqu'à présent, l'Iraq n'a pas respecté le paragraphe 2 de la résolution 660 (1990), et, au paragraphe 2, le Conseil décide, en conséquence, "de prendre les mesures suivantes", qui sont les sanctions économiques telles qu'énoncées dans ladite résolution.

Le rapport direct de cause à effet qu'il y a entre les sanctions économiques décidées par le Conseil et l'incapacité de l'Iraq, à ce moment-là, de se conformer au paragraphe 2 de la résolution 660 (1990), c'est-à-dire de prendre la décision de se retirer complètement du Koweït, est évident et clair, et a été reconnu comme tel par le Conseil.

Quoi qu'il en soit, ma délégation estime que tout cela peut faire l'objet d'entretiens entre nous, tout comme d'ailleurs l'élaboration ou la définition de ce qu'un de nos collègues a appelé un plan de paix, ou toutes mesures qu'il faudra prendre pour faciliter ou rendre possible précisément l'application du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 660 (1990), objectif que le Conseil de sécurité s'est constamment efforcé d'atteindre.

Nous avons également apprécié la présentation que nous a faite l'Ambassadeur Pickering de la proposition formulée - comme l'indique le dernier paragraphe de celle-ci - au nom des Etats-Unis et des autres membres de la coalition. Nous prenons note avec satisfaction du fait que cette proposition a été présentée formellement au Conseil.

On a dit en dehors de cette salle que l'intention de cette proposition était de fixer une date limite - un délai péremptoire - à l'Iraq et d'humilier ce pays. Je ne sais si les auteurs de cette proposition avaient effectivement cette intention, mais le fait que ladite proposition a été présentée au Conseil et que 20 minutes se sont écoulées depuis l'expiration du délai fixé à midi me donne à penser et à espérer que ce qui a été annoncé en dehors du Conseil ne sera pas suivi d'effet.

A notre avis, le Conseil de sécurité devrait agir de la manière suggérée par notre collègue de l'Inde. Ma délégation serait tout à fait disposée à travailler de la manière qu'il a indiquée, c'est-à-dire en session permanente. Nous estimons en outre qu'il a fait une proposition très valable quant au rôle que pourraient

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

jouer les membres non permanents. Il a rappelé un point très important : que nous sommes les membres du Conseil de sécurité élus par l'Assemblée générale et que la responsabilité particulière nous incombe donc d'essayer d'être les interprètes des préoccupations, des inquiétudes et des points de vue de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies au sujet de ce problème.

C'est dans cet état d'esprit que ma délégation se déclare convaincue que, sous votre direction avisée, Monsieur le Président, le Conseil de sécurité mettra pleinement à profit tout le temps dont il dispose, non pas parce qu'il doit agir face à des interprétations possibles de menaces ou de délais péremptoires, mais parce qu'il s'agit réellement d'un problème très sérieux et très grave qui met en jeu l'existence de milliers de personnes et que nous sommes tenus de tout faire pour lui trouver une solution le plus rapidement possible.

M. BLANC (France) : Au cours de la période de grâce fixée par le Conseil de sécurité avant le 15 janvier, la France n'a pas ménagé ses efforts pour favoriser un règlement pacifique de la crise. Malheureusement, l'Iraq a refusé l'application des résolutions du Conseil de sécurité.

Récemment, le Président Gorbatchev a pris l'initiative de lancer une dernière tentative pour obtenir de l'Iraq qu'il accepte la volonté de la communauté internationale. Nous saluons les efforts faits par l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui sont dignes d'éloges.

Malheureusement, les résultats obtenus restent insuffisants. Comme le savent les membres du Conseil, un dernier appel a été lancé par les membres de la coalition exposant les conditions conformes aux résolutions du Conseil de sécurité qui devraient être acceptées par l'Iraq. Nous espérons que le Président Saddam Hussein répondra positivement à cet appel.

M. NOTERDAEME (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier très sincèrement notre collègue soviétique, l'Ambassadeur Vorontsov, pour la communication très importante qu'il vient de nous faire. Mon gouvernement a déjà eu l'occasion, hier, d'exprimer toute son appréciation pour l'effort diplomatique extraordinaire déployé par le Président Gorbatchev.

J'ai également écouté avec grand intérêt l'intervention de notre collègue, l'Ambassadeur Pickering.

M. Noterdaeme (Belgique)

Je ne voudrais pas qualifier, à ce stade, les deux communications qui nous ont été faites, l'une de l'Union soviétique, l'autre des membres de la coalition, mais je voudrais simplement faire une seule observation. Ce qui me gêne le plus, ce qui me rend un peu perplexe, c'est le point 4 dans la proposition soviétique, qui prévoit que, une fois que le retrait serait effectué, toutes les autres résolutions de notre conseil seraient annulées. Avec cela, j'ai vraiment beaucoup de difficultés et, si c'était possible, je voudrais demander à notre collègue Vorontsov de nous expliquer un tout petit peu plus quel est l'objectif d'une telle disposition.

M. AYALA LASSO (Equateur) (interprétation de l'espagnol) : Je voudrais tout d'abord remercier, au nom de l'Equateur, l'Ambassadeur Vorontsov pour le rapport qu'il a eu l'amabilité de présenter à cette séance officielle du Conseil. J'estime que sa présentation non seulement jette plus de clarté sur les efforts dynamiques réalisés par l'Union soviétique afin de faciliter la conclusion d'un règlement qui mette fin à la guerre dans le Golfe le plus rapidement possible, mais aussi donne au Conseil de sécurité réuni en séance officielle la possibilité de prendre connaissance de cette initiative louable et de l'examiner à fond. Je n'interprète pas autrement la demande formulée par l'Union soviétique de convoquer cette réunion du Conseil, car une fonction purement informative, si utile soit-elle, ne serait pas suffisante dans les circonstances actuelles.

Je remercie également l'Ambassadeur Pickering des précisions qu'il a apportées concernant la position des Etats-Unis d'Amérique et des pays qui soutiennent le Koweït au sujet du plan soviétique et sur les éléments qui à son avis pourraient faciliter un règlement immédiat de la crise.

J'ai constaté avec grand plaisir aussi qu'il y a de nombreuses et importantes convergences de vues entre les deux plans, convergences qui s'accroissent lentement et que nous espérons voir continuer à se développer. Les divergences qui existent entre les deux façons d'envisager un règlement sont, d'une part, objectives et, de l'autre, conséquentes. Mais je pense que la présentation de ces deux rapports nous a permis de nous rendre clairement compte qu'il y avait encore moyen de réduire ces divergences et de parvenir ainsi à un plan qui éventuellement serait plus facilement acceptable par l'Iraq.

Je voudrais parler sans ambages à ce propos. Mon pays a déclaré que le règlement du problème doit se fonder sur l'application des résolutions du Conseil de sécurité et c'est pour l'Equateur une base fondamentale et inéluctable. Mais parallèlement à cette prémisse, il existe également un autre point, selon nous essentiel, qui consiste à rechercher la paix en recourant de préférence aux négociations.

Je suis d'avis que c'est précisément en ce moment que nous devons plus que jamais intensifier les efforts diplomatiques et poursuivre les travaux du Conseil dans la recherche de la paix. Les paroles prononcées par l'Ambassadeur Gharekhan

M. Ayala Lasso (Equateur)

nous ont paru aussi pertinentes qu'éloquentes lorsqu'il s'est référé non seulement à l'obligation qu'a le Conseil d'examiner les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales, mais également à la volonté que nous avons tous de participer de façon dynamique aux solutions négociées qui pourraient aboutir à la fin de la guerre.

Voilà les deux points que je tenais à soulever à ce stade de nos travaux à propos de cette question. Je suis bien entendu disposé à siéger, en permanence s'il le faut, et à me prononcer au moment opportun sur chacun des éléments contenus dans les deux plans que nous examinons.

M. AL-ASHTAL (Yémen) (interprétation de l'arabe) : Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui à un moment très important de la crise du Golfe. Voilà pourquoi nous participons au débat, bien que nous nous soyons élevés contre la convocation d'une réunion privée. Nous sommes d'avis que les séances du Conseil doivent être publiques. L'attention du monde entier est tournée vers les décisions du Conseil et nous espérons que l'on mettra fin au plus tôt à la pratique de ces réunions privées.

Du point de vue militaire, nous nous trouvons au seuil d'un événement très important, qui pourrait aboutir à l'expansion des opérations militaires si une offensive à grande échelle commençait. Cette guerre au sol aurait des résultats incalculables et son expansion pourrait inciter à recourir aux armes de destruction massive. En tout état de cause, les pertes humaines et les destructions matérielles seraient considérables. Tout cela doit être pris en considération par le Conseil en ce moment crucial.

Du point de vue politique, un fait très important s'est produit : l'Iraq a enfin accepté d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 660 (1990). L'Iraq a annoncé par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères qu'il se retirerait du Koweït conformément aux dispositions de la résolution 660 (1990). Dans ces conditions, il faut que le Conseil reprenne ces questions et nous nous demandons si une partie quelconque, y compris les membres de la coalition, a le droit de provoquer une escalade des opérations militaires sans en référer au Conseil de sécurité lui-même. Nous avons maintenant une occasion unique de parvenir à la paix, ou de continuer la guerre et semer la destruction. Le Conseil de sécurité doit par conséquent adopter la solution correcte et nécessaire, qui en dernière analyse, rétablira la paix et la sécurité dans la région.

M. Al-Ashtal (Yémen)

Voilà pourquoi la séance d'aujourd'hui revêt une importance particulière. C'est au cours de cette séance que nous devons décider comment régler ce problème d'une façon ou d'une autre. Dans ce contexte, je remercie le représentant de l'Union soviétique et les autorités soviétiques, qui ont fait un effort très important en vue de trouver une solution pacifique au problème.

Comme le savent les membres, ce processus a commencé le 15 février, date à laquelle l'Iraq a présenté une proposition de règlement pacifique du problème. Nous avons discuté de cette question lors d'une autre réunion officielle, où j'ai dit que le Conseil de sécurité devait interroger l'Iraq au sujet de ses propositions et de son acceptation des résolutions du Conseil. J'ai dit à cette occasion que le Conseil devait mandater une personne, soit le Secrétaire général, soit le Président du Conseil de sécurité, pour représenter le Conseil et pour suite à donner à la proposition iraquienne.

Lorsque le Ministre iraquien des affaires étrangères était en route vers l'Union soviétique, nous avons dit au Conseil de sécurité que nous devions attendre des informations de la part de la délégation soviétique sur les pourparlers prévus à Moscou et sur les résultats de ces pourparlers. Je tiens aujourd'hui à remercier le représentant de l'Union soviétique du compte rendu précis de ces pourparlers et délibérations qu'il a donné au Conseil.

Nous sommes maintenant saisis de ce que l'on peut qualifier d'un plan de paix en six points. L'Iraq a publiquement accepté ce plan, qui comporte notamment le retrait complet, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. C'est pourquoi le Conseil de sécurité doit examiner cette proposition et adopter les mesures qui conviennent.

Nous avons également entendu le rapport du représentant des Etats-Unis d'Amérique sur les mesures annoncées hier à Washington au nom des forces de la coalition. Nous remercions l'Ambassadeur Pickering pour son rapport sur les mesures annoncées hier.

A cette phase critique, le Conseil de sécurité doit examiner les différentes propositions qui ont été présentées et prendre une décision finale. Je tiens à remercier maintenant le représentant de l'Inde, qui a présenté plusieurs propositions concernant notamment les mesures que peuvent prendre les membres non permanents du Conseil de sécurité. Comme les membres le savent, il existe des précédents à de telles mesures de la part de membres non permanents du Conseil de sécurité.



M. Al-Ashtal (Yémen)

Le Conseil de sécurité doit poursuivre ses délibérations sur cette question de la façon que le Président jugera appropriée, afin de trouver une solution à ce problème qui soit satisfaisante et acceptable pour le Conseil.

M. MUNTEANU (Roumanie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation souhaite se joindre aux délégations qui ont remercié l'Union soviétique des efforts qu'elle a déployés en vue de trouver une solution pacifique au conflit du golfe Persique.

Nous avons pris acte du fait que le tout premier élément du communiqué soviétique nous fait part de l'acceptation de l'Iraq d'appliquer sans délai et sans conditions la résolution 660 (1990). En même temps, nous ne saurions ignorer le fait que des obstacles majeurs subsistent. Le plein respect de toutes les résolutions du Conseil de sécurité est une exigence constante et nécessaire de la communauté internationale.

Comme je l'ai déjà dit au Conseil, mon pays est profondément attaché à la morale et à la légalité dans tous les domaines de la vie nationale et internationale. Il a toujours précisé dans toutes ses déclarations sur la question à l'examen qu'une solution au conflit du golfe Persique ne peut être fondée que sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Compte tenu de cette position de mon pays, ma délégation estime que l'Iraq doit communiquer officiellement aux Nations Unies son acceptation pleine et inconditionnelle de toutes les résolutions du Conseil de sécurité. Il nous faut une déclaration de la part de l'Iraq qui indique clairement que ce pays renonce à toute revendication portant sur le Koweït.

D'autre part, nous nous associons à l'interprétation donnée ici par d'autres membres du Conseil selon laquelle les sanctions contre l'Iraq ne peuvent être levées que par le Conseil lui-même. La décision de déclarer nulles et non avenues toute une série de résolutions relatives à la situation entre l'Iraq et le Koweït ne doit pas être prise à la légère. Une telle annulation ne saurait en aucun cas être considérée comme une condition préalable; ce serait inacceptable pour ma délégation. Il s'agit d'une question qui demande en effet un examen prudent et sérieux.

Il importe d'obtenir des garanties solides que l'Iraq ne violera plus la Charte des Nations Unies et les principes fondamentaux du droit international.

M. Munteanu (Roumanie)

Tout comme d'autres délégations, nous sommes prêts à poursuivre nos efforts au sein du Conseil de sécurité. Ces efforts devraient aboutir au renforcement de la solidarité au sein de cet organe, en vue de la mise en œuvre intégrale de toutes les résolutions relatives à la situation entre l'Iraq et le Koweït et du rétablissement de la paix et de la sécurité dans cette région.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au Secrétaire général, qui souhaite faire une déclaration.

Le SECRETAIRE GENERAL (interprétation de l'anglais) : J'ai écouté avec la plus grande attention les très importantes déclarations faites par les représentants de l'Union soviétique, des Etats-Unis, de la Chine, de l'Inde, du Royaume-Uni, de l'Autriche, du Yémen, de Cuba, de la France, de la Belgique, de l'Equateur et de la Roumanie, et j'exprime ma reconnaissance pour les contributions qu'ils ont apportées aujourd'hui au débat.

Le Conseil de sécurité se réunit à une heure cruciale dont l'importance est sans précédent. J'ai été informé des positions prises par toutes les parties dans les dernières 48 heures, et j'ai observé les progrès accomplis par suite de démarches diplomatiques louables en vue de mettre rapidement un terme à ce conflit destructeur, en conformité avec les résolutions du Conseil de sécurité. Des percées vers un arrêt du conflit sont clairement apparues au cours des deux derniers jours. Ce serait une véritable tragédie si les occasions qui ont été créées étaient maintenant perdues. Je lance un appel pressant pour qu'il n'en soit pas ainsi.

L'Organisation des Nations Unies et, si je puis ajouter, son Secrétaire général, vivent une expérience des plus difficiles et, à maints égards, des plus douloureuses. Depuis le début de la crise, il s'est produit une dévastation massive. Les conséquences pour une région du monde vitale et stratégiquement très importante sont encore littéralement incalculables. Nous avons le devoir de défendre les principes qui sont à l'origine des résolutions du Conseil de sécurité et nous devons satisfaire à l'impératif moral suprême qu'est la prévention de nouvelles destructions de vies. Ces deux objectifs ne doivent pas être inconciliables.

Nos décisions et attitudes à ce stade auront des conséquences importantes sur la paix et sur la confiance des peuples du monde, de toutes cultures et sur tous les continents, en notre organisation.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'orateur suivant est le représentant du Koweït, à qui je donne la parole.

M. ABULHASAN (Koweït) (interprétation de l'arabe) : J'aimerais d'abord exprimer notre reconnaissance à notre ami, M. Yuli Vorontsov, Représentant permanent de l'Union soviétique, pour son rapport préliminaire, qui comprenait le résultat des négociations avec le régime iraquien. Dans le sillage des efforts

M. Abulhasan (Koweït)

appréciables faits par le Président Gorbatchev ces derniers jours, j'aimerais aussi exprimer mes remerciements et ma reconnaissance à mon ami, M. Thomas Pickering, Représentant permanent des Etats-Unis, pour son rapport. Je tiens à dire que mon gouvernement a collaboré avec des pays arabes, musulmans et autres pays amis pour contraindre l'Iraq à se retirer immédiatement et inconditionnellement du Koweït, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 678 (1990), et a effectué des consultations intensives avec ces pays.

Nous avons donné notre accord au plan annoncé hier par le Président Bush et au programme détaillé qui a suivi ce communiqué. Nous estimons que le Président Gorbatchev a accompli des progrès importants depuis la première annonce. Le succès du Président Gorbatchev jusqu'ici ne s'applique cependant pas à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Il s'applique à un paragraphe de la résolution 660 (1990) au sujet du retrait total et inconditionnel des forces iraqiennes sur les positions qu'elles occupaient le 1er août 1990. Malheureusement, même ce paragraphe n'a pas été complètement accepté par l'Iraq, qui en a rejeté l'exigence d'un retrait immédiat. L'Iraq exige l'abrogation de toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur la base du retrait de ses troupes de territoires sous son contrôle, comme s'il les retirait de Basrah, par exemple. J'en fais mention parce que l'Assemblée nationale iraquienne a adopté à l'unanimité en août dernier une loi, évidemment sans débat et sur ordre du Président iraquien, faisant du Koweït la 19e province de l'Iraq.

On nous a informés que l'Iraq avait communiqué au Gouvernement soviétique son acceptation de la proposition du Président Gorbatchev. Malgré notre grand respect pour le Gouvernement soviétique, l'Iraq, comme tous les membres du Conseil le savent, a commis une agression contre le Koweït. Lorsque l'Iran tentait de trouver une formule pour l'acceptation de la résolution 598 (1987), l'Iraq affirmait avec insistance que la seule façon acceptable, qui devait être imposée à l'Iran, consistait pour ce pays à indiquer son acceptation de la résolution 598 (1987) par l'envoi d'une lettre du Président ou du Ministre des affaires étrangères iraniens au Secrétaire général des Nations Unies. Nous connaissons tous les efforts faits par le représentant iranien pour trouver une formule appropriée. Cependant, l'Iraq insistait clairement pour souligner que c'était là la seule manière juridique par laquelle les résolutions du Conseil sont acceptées. Il y a fallu presque un an, au cours duquel l'agression iraquienne contre l'Iran s'est poursuivie et a fait d'innombrables victimes.

M. Abulhasan (Koweït)

Mais nous faisons maintenant face à une situation encore plus grave et dangereuse que celle qui existait durant notre débat sur l'acceptation par l'Iran de la résolution 598 (1987). Notre acceptation de la déclaration faite hier à Moscou par le Ministre iraquien des affaires étrangères bloquerait la situation pour un certain temps et créerait une situation ultérieure encore plus dangereuse, qui ferait davantage de victimes et infligerait plus de dommages matériels qui devraient ensuite être réparés d'ici à une agression future contre le Koweït par l'Iraq.

M. Abulhasan (Koweït)

Pour mettre fin à cette situation, l'Iraq doit faire ce qui suit :

Premièrement, il doit faire savoir au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, par écrit, qu'il accepte toutes les résolutions du Conseil de sécurité.

Deuxièmement, il doit procéder immédiatement à l'application du paragraphe 2 de la résolution 660 (1990) du Conseil de sécurité, concernant le retrait.

Troisièmement, les autorités légitimes du Koweït doivent pouvoir retourner immédiatement au Koweït.

Quatrièmement, l'Iraq doit appliquer toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité en acceptant de procéder à un échange des prisonniers de guerre de toutes nationalités, y compris les Koweïtiens faits prisonniers depuis le 2 août. Cela doit se faire immédiatement, au lendemain du cessez-le-feu. Des dispositions doivent être prises pour rechercher les personnes disparues. Nous possédons des listes de noms et d'adresses de plus de 8 000 prisonniers et de plus de 20 000 personnes disparues - et ce rien qu'en ce qui concerne les Koweïtiens. L'Iraq doit également, en vertu de la résolution 674 (1990), réparer intégralement les dommages subis non seulement par les Koweïtiens mais par tous les ressortissants des tierces parties.

Cinquièmement, les autorités législatives irakiennes doivent rapporter tous les textes législatifs qui concernent l'annexion du Koweït et le considèrent comme la dix-neuvième province de l'Iraq.

Je pense qu'en l'absence de ces éléments, nous ne ferions que bloquer toute la question et préparer la voie à une nouvelle agression irakienne d'ici quelques années. Mon gouvernement demande au Conseil de sécurité d'exiger que l'Iraq mette immédiatement un terme à ses pratiques inhumaines qu'il intensifie actuellement contre des Koweïtiens sans défense, qu'il mette fin aux crimes qu'il commet contre l'économie et l'environnement koweïtiens en mettant le feu aux puits de pétrole et aux installations pétrolières du Koweït et qu'il cesse de détruire ce qui reste de l'infrastructure socio-économique koweïtienne.

Hier, j'ai adressé une lettre au Secrétaire général pour l'informer d'un fait grave qui s'est produit le jour même. Des Koweïtiens sans défense âgés de 15 à 50 ans ont été arrêtés alors qu'ils sortaient de la mosquée où ils s'étaient rendus pour la prière du vendredi. Sans la moindre raison, on les a fait monter dans des autobus qui sont partis en direction de l'Iraq. Il s'agissait de

M. Abulhasan (Koweït)

personnes innocentes, dont le seul crime était d'être Koweïtiens. L'Iraq veut se servir de ces personnes innocentes comme d'un moyen de pression dans toute négociation à venir. L'Iraq craint que des Koweïtiens sans défense, des Koweïtiens innocents veuillent défendre le sol de leur patrie et entreprendre la libération de leur pays.

J'ai écouté la proposition de mon cher ami l'Ambassadeur de l'Inde. Bien que je lui sois reconnaissant de l'intérêt qu'il porte au rétablissement de la paix et de son désir d'éviter toute nouvelle destruction au Koweït et en Iraq, je dis que nous devrions avant tout convaincre l'Iraq que le seul moyen de mettre la région à l'abri de la destruction, le seul moyen de mettre le Koweït et l'Iraq à l'abri de la destruction consiste à accepter toutes les résolutions du Conseil de sécurité et non pas certains paragraphes d'une résolution donnée, et ce pour les raisons que j'ai énoncées clairement dans ma déclaration et que tout le monde connaît.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'orateur suivant est le représentant de l'Egypte. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. MOUSSA (Egypte) (interprétation de l'arabe) : Conformément aux instructions que j'ai reçues du Gouvernement égyptien, je souhaite faire la déclaration suivante.

J'exprime mes remerciements et ma gratitude au Président Gorbatchev pour les efforts qu'il a déployés jusqu'ici pour arriver à une solution pacifique immédiate au problème actuel, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. L'Egypte considère que l'initiative soviétique constitue un pas dans la bonne direction - le retrait immédiat et sans condition des forces irakiennes du Koweït.

Les contacts échangés en ce moment au niveau le plus élevé entre Le Caire et Moscou ainsi que les contacts qui se déroulent au niveau le plus élevé également entre Le Caire et Washington montrent l'intérêt que l'Egypte, en raison de ses responsabilités dans la région, porte à la réalisation d'une solution pacifique immédiate à la crise actuelle. Nous n'avons cessé depuis le début - c'est-à-dire depuis le 2 août 1990 - de préconiser la recherche d'une solution politique au problème. Les appels que nous avons lancés et les démarches politiques que nous avons entreprises aux niveaux international, régional et arabe, reflètent cet intérêt.

M. Moussa (Egypte)

Compte tenu des faits nouveaux intervenus récemment, le Gouvernement égyptien tient à dire ce qui suit.

Premièrement, nous devons nous efforcer de trouver rapidement une solution pacifique au problème afin de sauver des vies et la région tout entière.

Deuxièmement, il est de la plus haute importance que le retrait s'effectue immédiatement - aujourd'hui, et non pas demain. Les dirigeants irakiens doivent comprendre les dimensions de toute la situation et les graves conséquences de tout délai et de toute intransigeance de leur part. Si nous avons perdu du temps, c'est à cause de cette intransigeance et aussi parce que l'Iraq n'a pas saisi toute l'ampleur de la situation.

Troisièmement, le retrait doit avoir lieu immédiatement, conformément à la lettre et à l'esprit des résolutions du Conseil de sécurité, à commencer par la résolution 660 (1990).

Quatrièmement, la résolution 660 (1990) du Conseil de sécurité ne peut pas être acceptée partiellement et ne peut pas être la seule à être acceptée. Les négociations entre l'Iraq et le Koweït, deux pays indépendants et souverains, doivent commencer immédiatement après le retrait, et le Gouvernement iraquien doit prendre un engagement officiel en ce sens.



M. Moussa (Egypte)

Cinquièmement, la solution du problème ne réside pas seulement dans le retrait immédiat des forces, mais aussi dans l'abrogation de la loi portant annexion du Koweït. Cela doit être fait publiquement et officiellement par l'Iraq.

Nous devons également obtenir l'application des dispositions des 12 résolutions adoptées par le Conseil de sécurité. Par conséquent, nous estimons qu'il est totalement inacceptable d'abroger ces résolutions ou de les déclarer nulles et non avenues immédiatement après le retrait. Le Conseil de sécurité doit insister sur l'application de ces résolutions, et non pas les rapporter. Il a la responsabilité d'assurer leur application. Nous ne saurions accepter qu'elles soient rapportées avant d'avoir été appliquées intégralement.

Sixièmement, l'Iraq doit signifier son accord officiellement, par des documents qui doivent être communiqués directement au Secrétaire général des Nations Unies.

J'ai deux choses à dire. Je voudrais d'abord donner lecture de la déclaration officielle publiée par le Ministère des affaires étrangères de l'Egypte sur les derniers événements :

"A la lumière des consultations qui se sont déroulées entre l'Egypte et les pays arabes frères intéressés et les autres membres de la coalition qui participent à la libération du Koweït, le Ministère des affaires étrangères de l'Egypte déclare que tout en nous félicitant des intentions louables de l'Union soviétique dans son initiative, nous estimons que celle-ci comporte des lacunes à certains égards. Elle ne correspond pas aux principaux points des résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'invasion du Koweït par l'Iraq, dont en premier lieu l'appel au retrait immédiat des forces irakiennes du Koweït, sans délai et sans condition et au rétablissement de la légitimité du Koweït. Par conséquent, nous confirmons encore une fois que nous accordons tout notre appui à l'appel lancé à l'Iraq par les membres de la coalition pour qu'il retire immédiatement ses forces du Koweït. L'Egypte demande également instamment aux dirigeants irakiens de répondre rapidement au communiqué de la coalition et de renoncer à leur intransigeance. Ils doivent se montrer à la hauteur de la responsabilité et des dimensions de la situation à laquelle est confrontée la population irakienne, situation qui cause à cette population souffrances et destruction."

M. Moussa (Egypte)

Deuxièmement, j'aimerais commenter la déclaration de mon collègue de l'Inde, qui a invité les 10 membres non permanents du Conseil à examiner la situation. Certes, nous n'allons pas nous ingérer dans le droit qu'a un membre de présenter une demande aux autres, mais nous aimerions faire observer très clairement que ce qui doit être fait maintenant, c'est de demander à l'Iraq de retirer immédiatement ses forces et de ne pas essayer d'entreprendre des démarches formalistes en vue d'atermoyer. Nous manquons de temps. Nous devons maintenant nous efforcer d'exiger que l'Iraq retire ses forces et accepte les résolutions du Conseil de sécurité sans aucune condition. Nous devrions également demander aux dirigeants irakiens de renoncer à toute condition étant donné la gravité de la situation dans la région.

Nous devons aussi coordonner nos efforts avec les pays arabes intéressés. Les intérêts légitimes des pays de la région ne devraient pas être mis de côté. Nous devons consulter ces pays et nous concerter entre nous pour demander à l'Iraq de se retirer conformément aux conditions annoncées hier, à savoir que ce retrait doit commencer aujourd'hui même.

M. VORONTSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : La délégation soviétique souhaite reprendre la parole pour remercier très sincèrement tous ceux qui se sont ici chaleureusement félicités des efforts de notre pays et des efforts personnels du Président Gorbatchev pour trouver aussi rapidement que possible une solution à la crise koweïtienne et obtenir le retrait immédiat des forces irakiennes, ainsi que le plein rétablissement de la souveraineté et de l'indépendance du Koweït.

Je saisis également cette occasion pour dire que nous avons écouté avec beaucoup d'attention les observations détaillées présentées par les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et du Koweït concernant des éléments concrets du plan d'action élaboré à Moscou. Dans la suite de nos travaux, nous serons également prêts à répondre aux questions posées par le représentant de la Belgique.

Nous estimons qu'un travail important a déjà été amorcé pendant cette séance en vue d'un remaniement du plan d'action. La délégation soviétique souscrit aux propositions qui ont été faites pour que nous poursuivions nos travaux sur le plan d'action. Nous pensons que l'essentiel maintenant est de trouver une solution

M. Vorontsov (URSS)

d'ensemble à la crise en nous fondant sur le plan élaboré à Moscou et les propositions des Etats-Unis et des autres membres de la coalition. Nous sommes prêts à participer activement à ces efforts qui, bien entendu, sont extrêmement urgents.

M. BAGBENI ADEITO NZENGEYA (Zaïre) : Ma délégation voudrait exprimer de prime abord sa reconnaissance au représentant de l'URSS, S. E. l'Ambassadeur Vorontsov, pour les efforts inlassables entrepris par le Président Gorbatchev en vue de parvenir à un règlement pacifique de la question relative à l'occupation du Koweït par l'Iraq.

Ma délégation a suivi avec intérêt les déclarations faites par les membres de la coalition, réagissant aux propositions soviéto-iraquiennes. A ce stade, ma délégation estime que les membres du Conseil ne devraient épargner aucun effort pour examiner en profondeur ces propositions, en vue d'en dégager des éléments susceptibles d'être exploités par le Conseil dans le sens de la mise en oeuvre intégrale des 12 résolutions adoptées par le Conseil de sécurité sur cette question.

Pour ce faire, la déclaration officielle faite par l'Ambassadeur Vorontsov, exposant le plan de paix, et celle des autorités iraquiennes acceptant ce plan, devraient également faire l'objet de documents officiels du Conseil.

Quoi qu'il en soit, ma délégation regrette l'absence du Koweït aux différentes consultations de Moscou, car la résolution 660 (1990) du Conseil de sécurité engage l'Iraq et le Koweït à entreprendre des négociations après le retrait immédiat et inconditionnel des forces iraquiennes du Koweït.

Quant à la proposition formulée par le représentant de l'Inde, ma délégation estime aussi que tous les membres du Conseil, indistinctement, devraient participer à toutes les consultations, informelles ou officielles, en vue de rechercher ensemble la voie la plus appropriée de prendre en considération les propositions soviéto-iraquiennes.

Sir David HANNAY (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je reprends la parole uniquement parce que j'ai cru comprendre que la liste des orateurs était épuisée.

Cela fait plus d'une heure vingt que je souhaite entendre quelques mots du représentant du Gouvernement de l'Iraq. Puisqu'il n'a pas parlé, j'interviens à nouveau simplement pour dire que d'après moi notre débat de ce matin aurait été beaucoup plus clair si nous avions pu connaître les vues de ce gouvernement.

On a beaucoup parlé de ce que le Gouvernement iraquien accepte ou n'accepte pas, ainsi que de la question de savoir s'il est ou non favorable aux vues exprimées par les pays qui coopèrent avec le Koweït, et de ce qu'il est disposé à faire.

La suite de notre travail sera extraordinairement difficile si nous n'avons pas d'indication quant aux vues du Gouvernement de l'Iraq. Il ne s'agit pas de négociations entre les gouvernements qui coopèrent avec le Koweït et l'Union soviétique. Ce ne sont nullement des négociations. Il n'en demeure pas moins que nous devons connaître les vues du Gouvernement de l'Iraq.

Le représentant du Gouvernement de l'Iraq a bien sûr le droit de garder le silence. Je ne suis pas en train d'exercer des pressions inacceptables. Mais je crois qu'il doit se voir offrir cette occasion avant que nous n'achevions le débat.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de l'Iraq.

M. KADRAT (Iraq) (interprétation de l'arabe) : La position de l'Iraq est on ne peut plus claire. L'Iraq a informé les dirigeants soviétiques à Moscou qu'il avait accepté l'initiative de paix soviétique dans tous ses éléments. Nous avons dit pouvoir nous retirer conformément à toutes les dispositions de la résolution 660 (1990), ainsi que l'a annoncé à Moscou M. Tariq Aziz, Ministre des affaires étrangères iraquien. Comme notre ami l'Ambassadeur de l'Union soviétique l'a bien précisé il y a quelques instants, il nous paraît singulier que d'autres conditions et autres questions aient été soulevées à cette séance.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avec l'accord des membres du Conseil, je vais maintenant suspendre la séance. L'heure de sa reprise sera communiquée par le Secrétariat.

La séance est suspendue à 13 h 25.